N° 1156

du 28 AOÛT 2018

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.4 Dans l'optique de mieux servir les usagers routiers

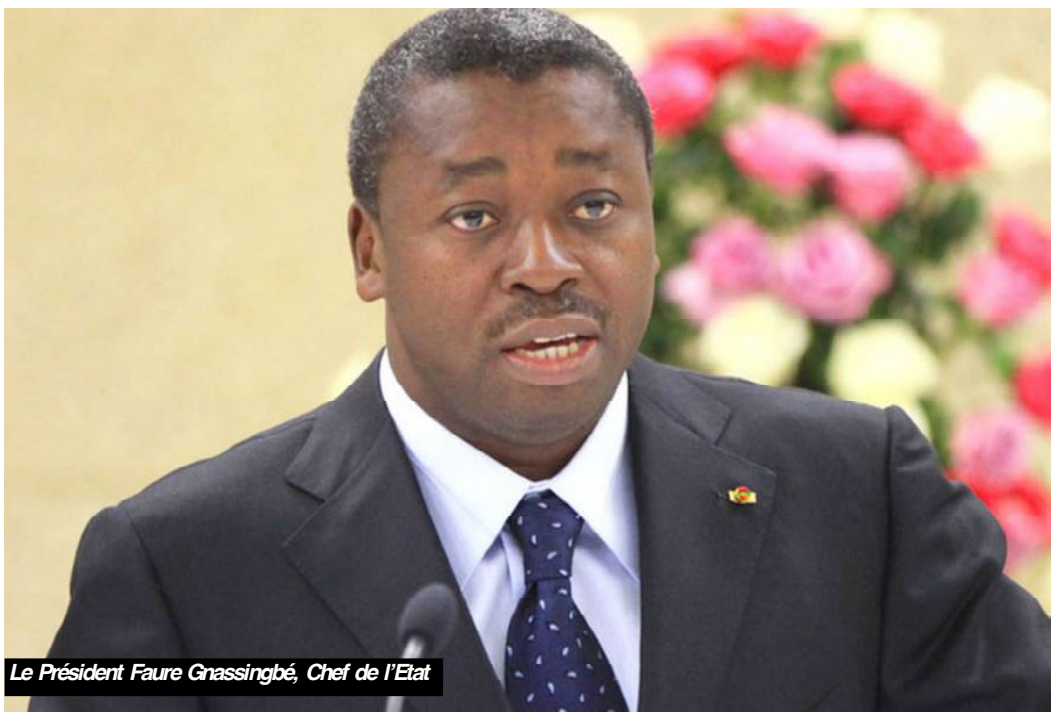
La mutation des certificats d'immatriculation de véhicule à confier à des prestataires privés

P.3

Une tribune de Faure Gnassingbé

" Le Togo n'a aucune raison de craindre pour son avenir"

**** Il est primordial que l'ensemble de la société s'approprie le PND et que celui-ci devienne notre pacte social.***



Le Président Faure Gnassingbé, Chef de l'Etat

P.3 Accès à des opportunités de financement à long terme

La Chambre du commerce boucle ce vendredi la sélection des PME «*ambitieuses*» et intéressées

P.4 Pour un objectif humanitaire

Le Togo, la curiosité de 2 lycéennes de Kerraoul

P.4 Développement des Agropoles au Togo 2017-2030 et de l'initiative "Nourrir l'Afrique 2016-2025"

La BAD et le FAD viennent d'apporter 16,63 milliards au Togo

**** 303 000 personnes bénéficiaires directes visées, dont 51% de femmes***

P.3 Administration publique togolaise

Le constat et le vœu de changer la gestion des ressources humaines

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29** / **90 05 94 28**

AZIMUTS INFOS

Cannabidiol

La molécule du cannabidiol ou CBD, identifiée en 1963, est issue de la plante Cannabis sativa qui contient plus de 100 composés chimiques. Le CBD est le deuxième en termes de concentration après le delta-9-tetrahydrocannabinol ou THC, le principe actif du cannabis. Ceci dit, les niveaux de THC et de CBD varient beaucoup selon les variétés de cannabis. En utilisant des techniques de reproduction sélective, on peut ainsi créer des variétés aux forts taux de cannabidiol et quasiment pas de THC. Le cannabidiol peut également être obtenu par synthèse chimique.

Les effets du CBD sur le cerveau

À l'inverse du THC, le cannabidiol n'a pas d'effet psychoactif car il n'agit pas sur les mêmes récepteurs du cerveau. Il semble en revanche moduler l'action des endocannabinoïdes, des substances produites naturellement par le cerveau. Le CBD bloque l'action d'une enzyme qui régule la concentration d'anandamide, le neurotransmetteur connu pour provoquer un effet euphorisant. Du coup, la quantité d'anandamide augmente, ce qui favorise la réponse endocannabinoïde innée du corps. Le CBD s'oppose également à l'action du THC sur un récepteur endocannabinoïde, contrant ainsi les effets psychoactifs de la molécule et ses effets secondaires.

Les effets thérapeutiques du cannabidiol

Son absorption par voie orale semble très mauvaise, d'où son utilisation sous forme de fumée ou "?vapotée?", dont l'effet est d'ailleurs plus rapide. De très nombreuses études ont examiné les effets du CBD sur la santé. En juin 2018, les États-Unis ont approuvé pour la première fois un médicament à base de cannabidiol contre l'épilepsie. Le CBD pourrait également servir dans le traitement de la maladie de Parkinson, la sclérose en plaques, l'autisme, les troubles du sommeil ou la douleur chronique.

Les effets secondaires du cannabidiol

Néanmoins sa consommation n'est pas neutre. Comme le THC, le cannabidiol est lipophile et s'accumule dans les tissus gras au premier rang desquels le cerveau. Il peut donc s'accumuler dans le système nerveux, d'autant plus que son élimination est lente. Il peut aussi diminuer le taux d'élimination de certains médicaments et entraîner ainsi une surdose toxique. D'autres effets secondaires ont été observés : somnolence, diarrhées, baisse de la vigilance.

La vente de produits à base de CBD est autorisée en France, à condition qu'il soit issu de certaines variétés dont le taux de THC ne dépasse pas les 0,2%, qu'il soit extrait uniquement des graines et de la fibre (les feuilles et fleurs sont interdites) et qu'il ne revendique aucune vertu thérapeutique (toute publicité est interdite).

Une nouvelle "*voiture volante*" amphibie

BlackFly : l'autre " voiture volante " financée par Larry Page

Décidément, Larry Page aime vraiment beaucoup les engins volants. Après la "*moto volante*" Kitty Hawk Flyer et le taxi volant Cora, on apprend que le cofondateur de Google a investi dans un autre projet étonnant qui vient tout juste d'être dévoilé au grand public. Depuis neuf ans Opener, une entreprise canadienne, a travaillé dans le plus grand secret sur son projet d'adav (aéronef à décollage et atterrissage verticaux), baptisé BlackFly. Il s'agit d'un engin monoplace avec des ailes en tandem situées à l'avant et à l'arrière du fuselage dont la partie inférieure est profilée comme la coque d'un bateau. Le BlackFly est d'ailleurs amphibie.

Mû par huit rotors électriques, il peut parcourir jusqu'à 40 kilomètres de distance et voler à 100 km/h. Ses batteries peuvent être rechargées en 25 minutes. Comme le Kitti Hawk Flyer, son pilotage à l'aide d'un joystick serait très aisé et ne nécessiterait pas de licence. En cas de problème, le BlackFly est doté d'un bouton qui enclenche un retour au point de décollage en mode autonome et d'un parachute balistique. Opener dit avoir déjà parcouru l'équivalent de 20.000 kilomètres en vol. L'entreprise compte débuter la commercialisation dès l'année prochaine pour " le prix d'un SUV ". Reste à savoir quel modèle de SUV...

L'UNION Pour la Patrie

Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

Théâtre

Afi Gbegbi : Mère Courage du théâtre togolais

Afi Gbegbi, le nom n'est pas courant dans la littérature togolaise. Mais elle est la coqueluche des festivals et des médias avec sa pièce " Sœurs d'ange " RFI diffuse une création radiophonique depuis dimanche 26 août sur cette pièce, dans le cadre des festivals d'Avignon. Agée de 34 ans, elle parle des souffrances de la femme.

" *Sœurs d'ange* " est comme un coup de gueule contre un système machiste dans lequel l'oppression de la femme est presque rentrée dans les mœurs alors que les politiques ne cessent de chanter l'émancipation de la femme, l'égalité du genre, la parité homme-femme et blablabla… L'histoire de Soeurs d'ange : Trois jeunes femmes âgées de vingt à trente ans se retrouvent dans un cimetière autour de la tombe de leur mari qu'elles prétendent avoir tué. Elles fument, boivent, jouent de la musique, chantent et dansent pour l'empêcher de reposer en paix. Se venger encore et toujours d'une vie violente pour tenter de s'émanciper.

L'auteure : Afi W. Gbegbi alias Marie-Jo est une artiste polyvalente de 34 ans. Réalisatrice de formation, elle est aussi auteure, comédienne, performeuse. Parmi ses textes, Après Gomorrhe a été lu à l'Univers des mots 2016 en Guinée Conakry, Mère la seule ou Moi non plus ont été mis en scène par le Béninois Saendou Amadou. Elle a représenté le Togo deux fois dans le cadre du FISH, le Festival international de Slam et d'Humour, organisé au Niger. En partenariat avec la Chartreuse /CNES. Avec le soutien du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France du Togo et l'Institut français du Togo. La distribution : Lu par Rehab Mehal, Jessica Fanhan, Annette Gatta et Anthony Marcon (basse). Création sonore : Pierre-Alexandre Lampert. Dirigé et mis en scène par Armel Roussel. Avec la collaboration de Coline Struyf. Ça va, ça va le monde ! Le cycle est coordonné par Pascal Paradou, adjoint à la directrice de RFI en charge des opérations culturelles et de la Francophonie, et dirigé par le metteur en scène Armel Roussel dont la compagnie (e)utopia participe à la production avec le soutien de Wallonie Bruxelles International. Il bénéficie aussi du soutien de la SACD dans le cadre de son action culturelle radiophonique et de l'attention précieuse de l'Institut Français.

RFI/L'UNION

Littérature Française

Quatre primo-romancières finalistes du prix du roman Fnac

Le jury du prix du roman Fnac, un des premiers prix littéraires de la rentrée, a choisi l'audace en sélectionnant ce lundi quatre primo-romancières pour son prix, qui sera attribué le 14 septembre à Paris. Sur les 381 romans francophones de la rentrée, on compte 94 premiers romans.

Les quatre finalistes, par ordre alphabétique sont :- Meryem Alaoui, La vérité sort de la bouche du cheval (Gallimard) ; Inès Bayard, Le malheur du bas (Albin Michel) ; Adeline Dieudonné, La vraie vie (L'Iconoclaste) ; Estelle-Sarah Bulle, Là où les chiens aboient par la queue (Liana Levi) ; L'an dernier, le prix du roman Fnac avait récompensé Véronique Olmi pour Bakhita (Albin Michel).

Le prix sera remis par Daniel Pennac le 14 septembre à l'occasion de la 3e édition du Salon Fnac du livre, qui réunira durant trois jours de nombreux auteurs dont Alain Mabanckou, Maylis de Kerangal, Boualem Sansal ou encore Serge Joncour, à la Halle des Blancs Manteaux à Paris.

Société/Enfance

Le pape recommande la psychiatrie pour corriger l'homosexualité précoce

La polémique a enflé dimanche et lundi matin sur les réseaux sociaux et dans les médias analogiques. Le pape François a recommandé le recours à la psychiatrie lorsque des parents constatent des penchants homosexuels dès l'enfance chez leur progéniture. La recommandation a été faite au cours d'une conférence de presse dimanche dans l'avion qui le ramenait d'Irlande à Rome.

Un journaliste lui a demandé ce qu'il dirait à des parents constatant les orientations homosexuelles de leur enfant. "*Je leur dirais premièrement de prier, ne pas condamner, dialoguer, comprendre, donner une place au fils ou à la fille*", a répondu le pape François.

Dans le même temps, il a estimé qu'il fallait tenir compte de l'âge des personnes. "*Quand cela se manifeste dès l'enfance, il y a beaucoup de choses à faire par la psychiatrie, pour voir comment sont les choses. C'est autre chose quand cela se manifeste après vingt ans*", a-t-il affirmé. Et d'ajouter : "*Je ne dirai jamais que le silence est un remède. Ignorer son fils ou sa fille qui a des tendances homosexuelles est un défaut de paternité ou de maternité*".

En 2013, le pape François avait fait preuve d'une ouverture inédite à l'égard des personnes homosexuelles avec sa fameuse formule "*qui suis-je pour juger?*", sans pour autant remettre en cause la doctrine de l'Eglise qualifiant l'homosexualité d'acte "*désordonné*".

En dépit de la polémique, les recommandations du pape doivent être prises au sérieux. Car, l'envoi en psychiatrie d'un enfant chez qui on décèlerait un penchant à l'homosexualité, si ce diagnostic est possible,

Médias

Raphaël Glucksmann quitte le "*Nouveau Magazine littéraire*"

Le philosophe Raphaël Glucksmann a été éjecté de la tête du Nouveau Magazine littéraire. Dans un message publié vendredi 24 août sur ses comptes Facebook et Twitter, il annonce son départ du titre, qu'il dirigeait depuis moins d'un an. Il y est remplacé par le journaliste Nicolas Domenach.

Dans son message, M. Glucksmann écrit que ses critiques publiques envers la politique menée par Emmanuel Macron sont à l'origine de son départ. Dans ce texte, qui sera publié la semaine prochaine dans le mensuel détenu par Claude Perdriel, l'intellectuel explique :

"Aujourd'hui, chaque remise en cause d'Emmanuel Macron se voit vite accusée de "faire le jeu des populistes". […] Et un numéro puis un passage télé en juin dans lesquels je mettais fortement en doute le "progressisme" du président déclenchèrent une crise qui s'avéra vite insurmontable […] Plus encore que le journal, on m'a fait comprendre que ce sont ma personne, mes tweets, mes

passages télés, mes posts Facebook qui posaient problème."

Une tribune de Faure Gnassingbé

«*Le Togo n'a aucune raison de craindre pour son avenir*»

**** Il est primordial que l'ensemble de la société s'approprie le PND et que celui-ci devienne notre pacte social.***

Le Plan national de développement (PND, 2018-2022) se veut l'expression des nouvelles ambitions des autorités togolaises. Dans une tribune signée dans l'hebdomadaire panafricain Jeune Afrique, le Président Faure Gnassingbé expose la problématique du développement en Afrique et dans le monde, fixe les objectifs du PND et indique les mécanismes envisagés pour sa réussite. Il est ferme et rassurant : «le Togo n'a aucune raison de craindre pour son avenir. Nous sommes prêts à y faire face, dès maintenant». In extenso, l'intégralité du texte de la tribune.

Late Pater

Le président Faure Gnassingbé

Le Togo, partie prenante d'une Afrique nouvelle

Des changements profonds se produisent chaque jour dans de nombreux secteurs. Ils modifient notre manière de produire, de consommer et d'échanger. La robotisation et le plein rendement des machines rendent les chaînes de valeur moins dépendantes des coûts de la main-d'œuvre. Les relations sociales sont définies par des tendances démographiques rapides et une urbanisation accélérée. La représentation politique est mise au défi par de nouvelles formes d'activisme. Et la liste continue.

Le Togo fait partie d'un monde qui change à toute vitesse et il a su obtenir des résultats économiques et sociaux appréciables. Mais ce qui a été accompli peut encore être amélioré : le Plan national de développement (PND) qui vient d'être adopté nous permettra de mieux faire face aux défis qui se présentent. Il s'inscrit dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations unies et dans celui de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Il établit un juste équilibre entre les piliers économiques, sociaux et environnementaux – condition nécessaire au changement de notre paradigme de développement.

Une Afrique qui fait face à des tendances importantes en matière de démographie, de technologie et de changement climatique nécessite des politiques d'accompagnement ciblées. Notre ambition commune doit être guidée par un niveau de sophistication et de cohérence de nos politiques publiques qui ne réussira que grâce à de meilleures compétences managériales et que si nous faisons preuve de détermination.

L'environnement de notre pays est marqué par une saine et stimulante compétition. Le Togo n'est pas le seul à vouloir devenir un hub logistique et financier d'excellence, par exemple. Je reste confiant néanmoins, car nous pouvons compter sur un aéroport moderne et nous projetons d'en construire un deuxième. Notre port est bien positionné, et nous avons la capacité de développer des infrastructures routières interconnectées plus rapidement et à moindre coût compte tenu de la taille modeste de notre territoire. De nombreuses banques internationales, y compris parmi les plus grands établissements panafricains, ont choisi d'installer leurs sièges et opérations à Lomé. La sécurité et la qualité de la vie urbaine rendent également le pays attrayant. Avec le développement des services en matière de TIC et une éducation de qualité, le Togo disposera d'atouts nécessaires pour aller plus vite.

Nous ne sommes pas non plus les seuls à vouloir nous industrialiser rapidement. Là aussi, le PND met l'accent sur des moyens concrets : ajouter de la valeur à nos matières premières, en nous concentrant d'abord sur l'industrie du phosphate et la transformation de nos produits agricoles, et ainsi tirer parti de la diversité et de l'importance de la contribution du secteur primaire à notre économie. Mais aussi absorber une partie de la délocalisation de la production manufacturière des pays asiatiques émergents.

Dans le domaine agricole, il est important de se focaliser sur un nombre restreint de filières et d'en maîtriser la chaîne de valeur par la création d'un écosystème transformateur. Ainsi, le PND propose de mettre en place des solutions adaptées en matière de financement, de capital humain et d'environnement des affaires qui permettront aux investisseurs de réussir.

Quant à la méthode, il nous faut dépasser les approches sectorielles et mettre en œuvre des interventions qui répondent à un nombre limité de priorités et qui requièrent une plus grande collaboration entre les parties prenantes.

Il est primordial que l'ensemble de la société s'approprie le PND et que celui-ci devienne notre pacte social. L'engagement de tous les acteurs sera la clé. Attirer les investisseurs et leur permettre de réaliser des projets économiques structurants requiert une stabilité macroéconomique, une prévisibilité des politiques d'accompagnement et une bonne image internationale. Atteindre de tels objectifs n'est pas en contradiction avec la création d'emploi ou le développement social. Ces équilibres ont une importance capitale au regard de la jeunesse de notre population. C'est pourquoi le PND place cette complémentarité au cœur de notre transformation. Le Togo n'a aucune raison de craindre pour son avenir. Nous sommes prêts à y faire face, dès maintenant.

Source : jeune afrique n° 3007 du 26 août au 1er septembre 2018

Administration publique togolaise

Le constat et le vœu de changer la gestion des ressources humaines

Late Pater

Depuis 2008, le gouvernement togolais a lancé un programme de réforme et de modernisation de l'administration publique en vue de renforcer les capacités de l'administration et dynamiser l'appareil administratif de l'Etat. Celui-ci a fait naitre le Programme national de renforcement de capacités et de modernisation de l'Etat, dans le but de consolider les acquis et bâtir une administration solide, innovante et performante et animée par des ressources humaines de qualité. Par la suite, l'idée d'élaborer une stratégie nationale de gestion des ressources humaines basée sur le mérite est née. Et un consultant international a été recruté à cette fin. Le document de la stratégie nationale de gestion des ressources humaines de l'Etat a été validé le 22 août 2018 à Lomé. Et ce, à travers un atelier initié par le ministère de la Fonction publique, du travail et de la réforme administrative. Il s'est agi d'examiner les conclusions du consultant, de les améliorer afin de doter le gouvernement d'un bon mécanisme de suivi et de coordination dans la gestion du personnel de l'Etat et d'assurer une synergie d'actions dans les interventions. La stratégie vise à bâtir un système performant et durable de gestion des ressources humaines, rappelle-t-on.

"*La stratégie devrait permettre de produire et de rendre disponibles et accessibles, les ressources humaines compétentes et compétitives nécessaires à la mise en œuvre des politiques publiques (...) Il s'agit d'opérer un changement significatif dans la gestion des ressources humaines dans une perspective de fonction publique de mission. Les ressources humaines étant au centre de la conduite de toute action administrative efficace et efficiente*", a indiqué le secrétaire général du ministère de la Fonction publique, Assih Atissim. Et d'ajouter que le document de stratégie doit être en phase avec les priorités du gouvernement notamment le Plan national de développement, et être susceptible de contribuer à "*un meilleur contrôle des mouvements du personnel et à l'optimisation des dépenses publiques*".

Comment mieux développer et gérer les ressources humaines de l'Etat ? Comment organiser la gestion des ressources humaines de l'Etat dans un contexte de développement durable ? Comment développer de manière rationnelle et motivante la carrière des agents tout en étant efficace ? Comment assurer au mieux le mérite des intérêts de l'Etat et de l'agent ? Autant de questions auxquelles la stratégie a proposé des réponses.

Voilà qui amène à croire que ce document ne sera pas, comme bien d'autres souvent dans l'administration publique, rangé dans les tiroirs, les magasins ou les couloirs du ministère. . jusqu'à ce que les initiateurs ne soient obligés de recourir à un nouveau financement des bailleurs de fonds pour en actualiser les données et recommandations. Mais, avant, des dysfonctionnements et pratiques anormales doivent être corrigés dans tous les ministères et institutions de l'Etat. Y compris le ministère de la Fonction publique, du travail et de la réforme administrative lui-même. Ici et là, dans l'administration publique, le manque de chargés des ressources humaines compétents et efficaces est réel, quand bien même la plupart sont diplômés. Bon nombre ne peuvent pas fournir, dans un bref délai, la situation du personnel, notamment le nombre d'agents devant aller à la retraite par an sur les cinq années à venir, mettre à la disposition des agents publics les bulletins d'évaluation individuelle pour leurs avancements et rappels, et aux agents de prendre leur congé annuel. Dans certains ministères, les chargés de ressources humaines sont remplacés par des comptables lorsque les premiers venaient à être admis à la retraite ou à quitter l'administration publique pour avoir trouvé mieux ailleurs. Parfois, ces comptables font office de chargés de ressources humaines pendant plus d'une décennie. On fait aussi remarquer la défaillance et l'incompétence de certains chargés des ressources humaines. Ce qui fait que les agents sont obligés de suivre, par eux-mêmes, l'évolution de leurs dossiers de reclassement, de retraite, etc., en allant régulièrement se balader de bureau en bureau au Centre administratif des services économiques et financiers (CASEF). Sans oublier le phénomène de retour au poste sans pertinence de quelques responsables admis à retraite, à travers des contrats - qualifiés d'"incongrus" par d'autres commis de l'administration - qui échappent aux chargés des ressources humaines. Aussi, le refus d'autres d'aller à la retraite et l'existence des agents irrespectueux envers leur hiérarchie immédiate. Autre anomalie qui noircit l'administration : il arrive que les chargés des ressources humaines ne soient pas véritablement impliqués dans la mise à disposition des nouveaux agents par le service des examens et concours; ils ne reçoivent que les arrêtés de nomination, ce qui fait qu'un agent d'une qualification donnée peut se retrouver dans un ministère où sa compétence n'est pas vraiment nécessaire. Les ministères ont des besoins qui sont parfois bien ou mal exprimés, mais les chargés des ressources humaines ne sont pas consultés avant que de nouveaux agents soient mis à la disposition de leur ministère.

A rappeler que l'effectif du personnel ayant émargé sur le budget général est passé de 49 183 agents le 31 décembre 2017 à 48 076 agents le 31 mars 2018, faisant apparaître une baisse de 2%. Cette variation à la baisse s'explique par la sortie de 1 164 agents contre l'entrée de 57 autres entre le 1er janvier et le 31 mars 2018.

Accès à des opportunités de financement à long terme

La Chambre du commerce boucle ce vendredi la sélection des PME "*ambitieuses*" et intéressées

Avoir un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500 millions de FCFA et en augmentation par rapport à l'année précédant la demande ; avoir un ratio résultat d'exploitation sur chiffre d'affaires qui soit supérieur à 5% ou un ratio excédent brut d'exploitation sur chiffre d'affaires qui soit supérieur à 10% ; avoir un ratio dettes nettes sur excédent brut d'exploitation qui soit inférieur à 4. Tels sont les critères édictés par la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) dans le but de sélectionner des Petites et moyennes entreprises (Pme) de l'Union devant bénéficier d'opportunités de financement à long terme du programme dénommé ELITE BRVM Lounge.

Germain Méba, Président de la CCIT

Lancé le 9 novembre 2017 à Abidjan et financé par la BRVM et la Banque africaine de développement (Bad), et soutenu par le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) à travers le Projet d'appui au développement du marché financier régional (PADMAFIR), le Programme ELITE BRVM Lounge "a pour objectif principal la mise à niveau des entreprises les plus ambitieuses, ayant un business model solide, une stratégie de croissance claire et un leadership dans leur domaine, afin qu'elles aient les capacités requises pour lever les fonds nécessaires à leur développement, si elles sont prêtes, via une introduction au Troisième Compartiment de la BRVM", souligne-t-on.

Le Programme ELITE est un programme international développé par le London Stock Exchange Group (LSEG, la Bourse de Londres), en 2012, pour aider les Petites et Moyennes Entreprises (PME) à préparer et à structurer la prochaine étape de leur croissance à travers l'accès à des opportunités de financement à long terme. Pour ce faire une approche innovante a été adoptée comprenant un programme de formation, une période d'accompagnement, par des mentors, et un accès direct à la communauté financière par le biais d'une plateforme communautaire dédiée.

Les PME intéressées par ledit Programme, et répondant aux critères énumérés, sont invitées à se manifester auprès de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo, ainsi que des autres pays membre de l'Union ou des Antennes Nationales de Bourse (ANB), au plus tard ce vendredi 31 août 2018.

Dans l'optique de mieux servir les usagers routiers

La mutation des certificats d'immatriculation de véhicule à confier à des prestataires privés

Late Pater

Pour mieux servir les usagers avec efficacité et efficience, la Direction des Transports routiers et ferroviaires (DTRF) affirme avoir procédé à l'informatisation de la gestion de ses activités. Au nombre desquelles figure la mutation des certificats d'immatriculation des véhicules qui doit être réalisée au profit des nouveaux propriétaires dans les meilleurs délais. Il est officiellement noté que l'usage optimal du système informatique actuel de la DTRF dans le cadre de cette mutation requiert plus de professionnalisme en amont.

Ainsi, la DTRF se propose de confier le traitement informatique des dossiers de mutations aux prestataires agréés qui seront chargés de réaliser les mutations des certificats d'immatriculation au profit des nouveaux propriétaires. Lesdits prestataires agréés serviront d'interface entre les usagers et la DTRF. Les prestations à réaliser consisteront à : recevoir les dossiers de mutation ; procéder à la vérification du titre de propriété du véhicule et de l'authenticité du certificat d'immatriculation initialement délivré par la DTRF ; à faire la requête de mutation en ligne en y joignant les scans du dossier de mutation via l'application GPX ; à apporter le véhicule à la DTRF pour la réception technique ; à payer la quittance à la DTRF ; à retirer enfin le certificat d'immatriculation définitif au guichet de la DTRF.

Pour la contrepartie, on précise que "Les prestataires seront rémunérés par les usagers à l'issue de la réalisation des prestations. Toutefois, il est important de veiller à ce que le montant à payer soit raisonnable". L'objectif général de cette démarche est d'optimiser l'information du système de mutation des certificats d'immatriculation afin de rendre ce service plus efficace. De façon spécifique, l'autorité veut éviter les erreurs, les fraudes ainsi que les faux et usages de faux dans la constitution des pièces et documents nécessaires à la mutation des certificats, afin de permettre aux usagers de boucler le processus de mutation dans les plus brefs délais. Il est précisé que les demandes de mutations seront adressées en ligne à la Direction des Transports routiers.

Une liste de prestataires sera établie pour leur octroyer l'agrément, dès réception des dossiers de manifestations d'intérêt le 03 septembre prochain.

Pour un objectif humanitaire

Le Togo, la curiosité de 2 lycéennes de Kerraoul

Deux lycéennes de Kerraoul à Paimpol dans les Côtes-d'Armor, Océane et Camille, se lancent un défi de taille. Récolter les fonds nécessaires pour organiser leur voyage en Afrique afin de travailler au sein d'une ONG. De l'énergie et de l'optimisme. Dans les paroles des deux étudiantes de 21 ans, l'assurance d'être prête le jour J. «*On a l'habitude dans notre formation de faire du social, jamais dans ces conditions. «Bosser dans le social, c'est ce qu'on veut. J'avais déjà fait un voyage en Inde, mais il y a eu moins d'humanitaire et trop de tourisme. Là, on est sûr de notre coup*», lance Océane. Comme expérience de vie et aussi professionnelle, une activité humanitaire leur a semblé évidente. «*J'ai aussi envie de connaître d'autres cultures, être proches des gens.*

on n'a pas peur». Océane Godéré et son amie, Camille Trotin, ont un projet fou: rejoindre le Togo et travailler au sein d'une organisation non gouvernementale (ONG). Venir en aide aux plus démunis, tout en acquérant de l'expérience. En apprendre sur les autres, mais probablement beaucoup sur soi-même aussi. Un voyage qu'elles prévoient du 1er novembre au 16 décembre.

Ces deux filles de Kerraoul, qui viennent de finir leur diplôme d'état de conseils en économie sociale familiale, ont déjà voyagé, mais *Je me suis dit que si je travaillais maintenant, je ne pourrai plus faire ça ensuite*», songe Camille. «*En Afrique, ils vivent différemment. Je pense qu'on ne se base pas sur les mêmes bases, les mêmes styles de vie… Ce sera une belle expérience*», estime Océane. Mais pour se rendre au Togo, les deux amies doivent réunir l'argent nécessaire pour se payer le billet. 3000 euros à deux, à peu près. Sur place, les filles vont rejoindre l'Association des jeunes pour le développement et la protection de l'environnement (Ajdepe), dirigée par un Togolais, Lolipo Yao Douti. Elles doivent donc payer le billet d'avion, l'hébergement, ainsi que des frais comme les passeports et les vaccins. Comme souvent dans l'humanitaire, elles doivent s'acquitter d'un don aussi auprès de l'association, et elles ne sont pas nourries, ni blanchies gratuitement. «*Pour financer le voyage, on a décidé de faire diverses brocantes dans le coin. Ce qu'on veut, c'est vendre des gâteaux, des objets dont nos familles ne se servent plus pour récolter des fonds*», planifie Océane. Le premier, un vide-greniers à Lamballe, est prévu le 9 septembre. «*Et pourquoi pas récupérer les invendus dont les brocanteurs veulent réellement se débarrasser…*». Les filles dressent la liste des événements comme celui-ci pour aller y débusquer des objets en tous genres.

maville.com

Développement des Agropoles au Togo 2017-2030 et de l'initiative "*Nourrir l'Afrique 2016-2025*"

La BAD et le FAD viennent d'apporter 16,63 milliards au Togo

**** 303 000 personnes bénéficiaires directes visées, dont 51% de femmes***

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a accordé au Togo 20,99 millions d'Unités de Compte (UC), soit environ 16,63 milliards de FCFA, dans le cadre de son Projet de transformation agro-alimentaire (PTA-Togo), à travers trois (03) financements objet d'un protocole d'accord de don et de deux accords de prêts intervenu hier lundi 27 août à Lomé. Dans les détails, le protocole d'accord de don du Fonds africain de développement (FAD, un guichet de financement concessionnel du Groupe) porte sur un montant de 4 635 000 UC, soit 3,67 milliards. L'accord de prêt de la BAD et du FAD représente un montant de 8 320 000 UC, soit 6,59 milliards. L'accord de prêt du FAD porte sur un montant de 8 040 000 UC, soit 6,37 milliards, souligne un communiqué officiel.

Le Projet Transformation Agro-alimentaire du Togo (PTA-Togo) est un projet-pilote mis en oeuvre dans le cadre du Plan Stratégique de Développement des Agropoles au Togo 2017-2030 et de l'initiative '**Nourrir l'Afrique 2016-2025**'. Ainsi, le Projet vise à créer, dans la région de la Kara, les conditions favorables à l'investissement privé notamment dans la transformation des produits agricoles, la fourniture d'intrants et de services agricoles. Les résultats attendus concernent, notamment: l'accroissement de la productivité et la production agricole des filières de substitution aux importations (riz, maïs, soja, poulet de chair) et d'exportation (noix de cajou et sésame); l'augmentation de la part des produits agricoles transformés sur place (de 19% à 40%) grâce aux investissements privés dans l'agro-parc (90 000 tonnes/an de riz paddy, 15 000 tonnes/an de maïs, 10 000 tonnes/an de soja, 20 000 tonnes/an de provende, 10 000 tonnes/an de noix de cajou et 10 000 tonnes/an de sésame, production de 3 millions de poussins/an, abattage de 2 millions de poulets de chair/an) ; le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations ; la création de la richesse et des emplois (25 000 emplois agricoles) pour les jeunes et les femmes.

Le projet bénéficiera directement à environ 303 000 personnes dont 51% de femmes et indirectement à la population de la région de la Kara et de l'ensemble du pays. En termes d'impacts, l'on notera l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et de leurs revenus grâce notamment à un meilleur accès aux marchés, aux intrants agricoles, aux services agricoles et aux financements. Pour ce faire, pointe le communiqué, le projet prévoit : l'accroissement des investissements privés favorisé par un environnement des affaires plus favorable à la mise en place d'infrastructures dans l'agro-parc ; l'augmentation des capacités de production agricole grâce aux infrastructures prévues (barrages, périmètres irrigués, pistes, etc.) ; le renforcement des capacités des exploitants, à travers les 10 centres de transformation agricole (CTA) multi-usages (intrants, équipements agricoles, financements, agrégation des récoltes, etc.).

Madame Khadidia Diabi, Responsable pays de la BAD au Togo et Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

Le projet de Transformation Agro-Alimentaire du Togo sera exécuté suivant l'approche chaine de valeur, à travers un partenariat entre l'Etat (facilitateur et régulateur), le secteur privé (promoteur) et les organisations professionnelles agricoles. Sa mise en oeuvre porte sur une durée de cinq (5) ans pour un coût de 35,19 milliards dont 22% de dons, le tout financé par le gouvernement togolais pour un total de 6 milliards, la BAD, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour un montant de 10 milliards et la Fondation Seamaul de la Corée du Sud pour 2,56 milliards.

Les objectifs spécifiques du Projet, a rappelé le ministre Sani Yaya de l'Economie et des finances, sont de: (i) faciliter les investissements privés dans les filières clé grâce aux mesures d'appui aux politiques, à la gouvernance et aux incitations ; (ii) promouvoir le développement des chaînes de valeur prioritaires à travers la mise en place d'infrastructures de soutien à la production, au stockage et à la transformation ; et (iii) de renforcer les capacités des acteurs des filières agro-industrielles prioritaires. Et de préciser que le projet s'articule autour de quatre (4) composantes, à savoir: la politique d'appui, la gouvernance et les mesures incitatives; les infrastructures d'appui à la transformation, la production et l'accès aux intrants et aux services agricoles ; le renforcement des capacités des acteurs des filières agricoles ; la coordination, la gestion et le suivi-évaluation du projet.

In fine, poursuit le ministre, «*L'objectif du PND étant de créer massivement des emplois et de la richesse, les bénéfices tirés permettront d'accroitre les actions du gouvernement au profit des populations les plus vulnérables (…). Compte tenu de l'importance de l'agriculture, de son potentiel de création d'emplois et de richesse, le gouvernement a apporté le plus grand soin à la formulation du Plan stratégique de développement des agropoles dont la mise en oeuvre passe par le projet pilote qu'est le Projet de transformation agro-alimentaire du Togo (PTA-Togo) dans le bassin de la Kara, qui reçoit l'appui de la BAD, de la BOAD et de la Fondation sud-coréenne Seamaul*».

Avec cette signature d'accords de prêt et de don, le volume total des engagements du Groupe de la BAD au Togo s'élève à deux cent quarante-deux (242) millions d'unités de compte, soit environ cent quatre-vingt-dix (190) milliards de francs CFA pour dix-sept (17) opérations. Les accords de prêt et de don ont été signés au ministère de l'Economie et des finances par Madame Khadidia Diabi, Responsable pays de la BAD au Togo et Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances, en présence respectivement des ministres Ouro-Koura Agadazi de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche et Yaovi Attigbé Ihou de l'Industrie et du tourisme.

FOOTALL/LICENCES DES CLUBS

Lomé abrite deux ateliers régionaux de la CAF

Le Togo accueille du 27 au 31 août 2018, deux ateliers de la CAF consacrés aux licences de clubs avec pour objectif de renforcer l'aspect professionnel du football sur le continent.

Hervé A.

Des participants, notamment les managers de Licences clubs et les présidents des organes de première instance d'octroi de licences aux clubs de l'Algérie, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la R.D. Congo, du Gabon, de la Guinée, du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Madagascar, de la Tunisie, du Benin, du Cap Vert, de la Centrafrique, du Tchad, des Comores, du Congo, du Djibouti, de la Guinée Equatoriale, de l'Îles Maurice, de la Guinée Bissau, du Rwanda, du Niger, de la Réunion, de Sao Tome, du Maroc et du Togo, prennent part à ces deux ateliers.

Ces assises devenues annuelles depuis 2015 sont l'occasion pour les associations membres de se mettre en phase avec les règlements de la Confédération Africaine de Football mais également de faire le point sur la situation des licences dans leurs clubs.

A l'ouverture des travaux, lundi, le Colonel Guy Akpovy, président de la Fédération Togolaise de Football a, au nom du Comité Exécutif, remercié la Confédération Africaine de Football et son Président Monsieur Ahmad pour avoir désigné le Togo pour abriter ces deux ateliers régionaux. " *C'est la preuve de la volonté affirmée du président de la Ahmad d'intéresser toutes les associations membres à œuvrer pour le développement du football africain*", a-t-il dit.

Après avoir brièvement présenté la situation de la licence clubs au Togo, le président de la FTF trouve que les assises qui ne sont qu'une " *suite logique de toutes les actions que la Confédération Afrique de Football entreprend ces dernières années, en faisant en sorte que le système de licences aux clubs au sein de nos associations membres soit une réalité* ". "*Cela témoigne de son souci de promouvoir et d'améliorer tous les aspects du football en Afrique*", a-t-il insisté.

Le président de la FTF a, par ailleurs, exhorté les pays participants à travailler pour une réelle professionnalisation du football continental et prendre l'engagement " *qu'à l'issue de ces ateliers, en dehors de leur caractère d'échanges et d'analyses hautement techniques, que les participants s'inscrivent dans une dynamique de développement du football africain et apportent des réponses hardies et innovantes à la réalisation dans les meilleurs délais des objectifs de la professionnalisation de notre football.*"

Pour Ahmed Harraz, le Manager Licences Clubs de la CAF, qui a présenté la situation de la procédure sur l'octroi de licences aux clubs, des progrès ont été réalisés. Mais ils doivent être poursuivis et devenir la norme pour le bien du football continental. Les deux ateliers régionaux permettront de fournir aux fédérations une mise à jour sur le système d'octroi de licences aux clubs au niveau continental et de proposer un plan d'action détaillé pour chaque association membre afin de se préparer avant la date limite d'engagement des clubs dans les compétitions interclubs de la CAF.

La date limite pour les compétitions interclubs est fixée au 15 octobre 2018. A cette date, toutes les associations membres devront boucler la procédure. Des instructeurs de la CAF de la FIFA sont à la disposition des participants au cours des séances personnalisées afin de mettre en place un plan d'action de chaque association en tenant compte de ses préoccupations actuelles.

Rappelons que les ateliers de Lomé font suite à ceux tenus du 13 au 17 août dernier à Nairobi au Kenya pour les pays anglophones.

Paul Gascoigne arrêté

Paul Gascoigne, ancien attaquant vedette de l'équipe d'Angleterre, a été arrêté lundi dernier pour une agression sexuelle dans un train, rapporte la presse britannique.

La déchéance de Paul Gascoigne, épisode 89. Souffrant de nombreuses addictions depuis les années 90, l'ancien buteur des Three Lions a encore vu son nom nourrir la colonne des faits divers outre-Manche. Et cette fois, ce pourrait être très sérieux.

D'après une information du Sun, confirmée par Sky News, l'ex-star de Newcastle et de Tottenham a été arrêté lundi dernier pour une histoire d'agression sexuelle, après qu'une femme l'a accusé d'attouchements dans un train.

Interpellé à la gare de Durham (nord-est), Gascoigne, 51 ans, a ensuite été relâché, mais les médias anglais précisent qu'une enquête est toujours en cours - la police recherche des témoins - et que le dossier n'est probablement pas clos.

Cette arrestation vient ternir un peu plus l'image de l'ancienne icône de la Premier League. En proie à de sérieux problèmes d'alcool et de drogue, et même un temps accro aux jeux vidéo, Paul Gascoigne fait régulièrement les choux gras des tabloïds pour ses incartades ou son état de santé précaire. En 2016, le Sun avait notamment publié une série de photos de "*Gazza*" sortant d'un taxi en peignoir, le regard hagard, et le visage amoché.

L'OM ne lâche pas Moussa Dembélé

L'OM risque de mettre encore le feu au mercato. Après Strootman, les Phocéens n'ont pas du tout abandonné la piste Moussa Dembélé.

L'Olympique de Marseille s'apprête à fortement accélérer dans les derniers jours du mercato. Outre Kevin Strootmann, qui devrait s'engager pour cinq années avec le club phocéen, les dirigeants marseillais continuent de prospecter pour le poste d'attaquant malgré les démentis de Rudi Garcia et de Jacques-Henri Eyraud. Selon nos informations, les discussions sont en cours entre le joueur et l'Olympique de Marseille, qui pourrait proposer un salaire supérieur à deux millions d'euros par an pour un bail de cinq années.

Malgré les affirmations de Jacques-Henri Eyraud, l'OM se cherche bien un attaquant de pointe. Même si c'était " *Balotelli ou rien* ", Rudi Garcia cherche toujours à se renforcer pour le fameux poste de numéro neuf. C'est en ce sens, selon le Daily Record, que des émissaires marseillais sont allés superviser Moussa Dembélé, l'attaquant du Celtic, ce week-end mais aussi lors du barrage aller de la Ligue Europa. C'était loin d'être une visite de courtoisie, puisque les scouts français sont venus s'assurer de l'état physique d'un joueur qu'ils ont dans leur ligne de mire depuis plus d'un an.

De son côté, toujours comme nous vous l'annoncions, le Celtic n'est pas totalement fermé à l'opération puisque les Écossais demanderaient la modique somme de 20 millions d'euros pour lâcher son jeune Français. Toutefois, il n'est pas exclu qu'Andoni Zubizarreta et Jacques-Henri Eyraud proposent un prêt avec une option d'achat obligatoire d'une somme oscillant entre 15 et 20 millions d'euros pour convaincre ceux qui se sont inclinés au troisième tour préliminaire de la Ligue des Champions.

LIBERIA

Arsène Wenger et Claude Le Roy honorés par George Weah

Les entraîneurs français Claude Le Roy et Arsène Wenger ont été décorés, vendredi, de la plus haute distinction du Liberia par le président et légende du foot George Weah, une décision qui a fait grincer des dents dans ce pays pauvre d'Afrique de l'Ouest.

Les deux Français avaient lancé, à la fin des années 1980, la carrière de footballeur de celui qui est devenu président du Liberia au début de l'année. Conseillé par Claude Le Roy, Arsène Wenger avait recruté George Weah en 1988 à Monaco, passé ensuite notamment par le PSG (1992-1995) et l'AC Milan (1995-1999). Brillante, sa carrière a été marquée par l'obtention du Ballon d'Or en 1995, le seul glané par un joueur africain.

"*Votre rôle positif a non seulement marqué la carrière et la vie de nombreux joueurs africains, mais aussi celles d'une génération entière de jeunes Libériens qui ont fait du président Weah un exemple*", a déclaré un maître de cérémonie tandis que George Weah passait, au même moment, autour du cou d'Arsène Wenger la médaille de "Knight Grand Commander of the Humane Order of African Redemption", la plus haute distinction du pays. Lui aussi distingué vendredi à Monrovia, Claude Le Roy, actuel sélectionneur du Togo, avait rencontré le jeune Weah lorsqu'il officiait à la tête du Cameroun.

La décision de Weah d'accorder la plus haute distinction du pays aux deux entraîneurs français a fait débat au Liberia depuis le début de la semaine, notamment à la radio et dans les journaux. "*Ça n'aurait pas dû être une priorité*", estimait George Sackie, un enseignant de 35 ans, en allusion aux difficultés économiques du pays.

"*Si Arsène Wenger et Le Roy n'avaient pas exposé George Weah, il ne serait pas la fierté de toute une nation aujourd'hui*", a riposté le ministre délégué à la Jeunesse et aux Sports, Andy Quamie, "*Ils ont aidé le Libéria d'une manière distinguée en aidant quelqu'un qui est devenu président de notre nation... Par conséquent, Arsène Wenger et Claude Le Roy ont grandement contribué à la fierté de notre nation.*". En dirigeant 16 joueurs africains entre 1996 et 2018, "Wenger a contribué au sport africain et a donné plusieurs opportunités aux Africains", a ajouté le ministre de l'Information, Eugene Nagbe, tandis que la réputation de Le Roy n'est plus à faire sur le continent.

Henry n'ira pas à Bordeaux

Alors que tous les voyants semblaient au vert pour l'intronisation du champion du monde 98 sur le banc des Girondins, ce dernier aurait finalement décliné le poste. Les dirigeants bordelais plancheraient sur d'autres pistes.

Dimanche matin, tout semblait encore indiquer que Thierry Henry endosserait le costume d'entraîneur des Girondins de Bordeaux. On évoquait même une officialisation en début de semaine prochaine. Mais un retournement de situation pourrait faire capoter l'affaire. Selon les informations de Sud-Ouest, l'actuel entraîneur adjoint de la sélection belge s'éloignerait ainsi considérablement de la Gironde.

Le champion du monde 98 pourrait même communiquer sa décision ce dimanche soir, et celle-ci devrait être... Négative ! Le quotidien révèle ainsi que l'ancien international français aurait contacté personnellement le sélectionneur belge Roberto Martinez, pour lui signifier qu'il envisageait sérieusement de refuser le poste d'entraîneur des Girondins de Bordeaux et qu'il dévoilerait sa décision ce soir. Canal+ en rajoute une couche, en affirmant sèchement que l'ancien Gunner ne prendra pas les commandes du club bordelais.

En parallèle, on s'affaire à Bordeaux pour trouver une solution de repli. Selon des sources indirectes, le futur propriétaire du club aquitain GACP aurait pris la température avec Claudio Ranieri et un certain Antonio Conte ! Pour le dernier cité, cette piste resterait à prendre avec des pincettes, mais celle menant à Ranieri semblerait plus crédible. Les prochaines heures s'annoncent encore mouvementées en Gironde !

OMNISPORTS

Pour Los Angeles 2028, un départ qui laisse un vide

Les temps sont durs pour le comité olympique américain (USOC). Secoué par la tempête de l'affaire Larry Nassar, il enregistre depuis le début de l'année plusieurs départs. Et pas les moindres.

Scott Blackmun, son directeur exécutif, a quitté le navire au mois de février. Lisa Baird, sa directrice du marketing, vient de l'imiter. Elle rend les clefs de son bureau.

A la différence de celui Scott Blackmun, affaibli par la maladie et mis en cause dans le scandale Nassar, le départ de Lisa Baird n'était pas attendu. La New-yorkaise, entrée à l'USOC en 2009, après être passée par la NFL, IBM et General Motors, venait de rejoindre la nouvelle entité créée par le comité olympique et par le comité d'organisation des Jeux de Los Angeles

2028 pour mettre en place et vendre le programme de marketing des Jeux. Elle devait en assurer la direction. Avec elle, une trentaine de salariés de l'USOC ont suivi le mouvement, avec pour mission de ramener la somme record de 2,5 milliards de dollars dans les caisses de LA 2028.

Lisa Baird n'en sera pas. Installée à New York, elle devrait occuper une fonction de direction au marketing de la radio publique NPR. " *Je suis très attachée à New York, a-t-elle expliqué. Et je crois que cette ville, comme l'ensemble des Etats-Unis, ont plus que jamais besoin des médias du service public.* "

Pour LA 2028, et plus encore pour l'USOC, le départ de Lisa Baird vers un horizon moins sportif résonne comme une mauvaise nouvelle. Depuis son arrivée dans le paysage du mouvement olympique américain, elle a redonné des muscles et du souffle au marketing de l'USOC. En 2008, ses comptes affichaient des recettes estimées à 94 millions de dollars. Au terme de la dernière olympiade, à la fin de l'année 2016, ils en étaient à 131 millions. En huit ans, sous l'ère Lisa Baird, l'USOC a donc vu son programme marketing enregistrer une hausse de près de 30%.

A la quête de nouvelles ressources de financement du budget

Le Trésor public retourne vendredi sur le marché financier pour des Obligations de 20 milliards

Jean AFOLABI

Par avis d'appel d'offres du 10 août 2018, l'Agence UMOA-Titres et le Trésor public du Togo ont annoncé, le 23 août dernier, la cession d'Obligations assimilables de Trésor (OAT) d'un montant de 20 milliard, à boucler ce vendredi 31 août 2018, avec pour valeur le lundi 03 septembre, pour une maturité de 3 ans. La valeur nominale unitaire est fixée à 10 000 FCFA, avec un taux d'intérêt de 6,25%. L'échéance est donc attendue le vendredi 03 septembre 2021, indique UMOA-Titres.

Le remboursement de ces Obligations se fera le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement in fine). Le paiement des intérêts se fera annuellement sur la base d'un taux de 6,25% l'an dès la première année.

D'après les termes et conditions de cette opération, la présente émission vise à mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat, gestion 2018. Les titres sont émis par le Trésor Public du Togo et bénéficient de la garantie souveraine de l'Etat.

Au cas où l'Émetteur émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, il pourra, sans requérir le consentement des porteurs et à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation. L'Etat émetteur s'autorise pendant toute la durée de vie des titres à procéder à leur échange ou rachat sur le marché.

Suivant la publication du calendrier des émissions de titres publics dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), intervenue le vendredi 6 juillet dernier par l'Agence UMOA-Titres, il en ressort que le volume global prévisionnel des émissions, attendu pour le troisième trimestre de l'année en cours, s'élève à 916 milliards de FCFA, qu'il est prévu de lever par voie d'adjudication. Ce programme est réparti comme suit : 438 milliards de Bons du Trésor; et 478 milliards d'Obligations du Trésor.

Sur ce volume, le Trésor public du Togo envisage de lever un total de 130 milliards, dont 110 milliards en Obligations assimilables de Trésor (OAT). Dans les détails, Bons de Trésor de 20 milliards interviennent seulement le 28 septembre pour une maturité d'un an. Les Obligations sont prévues comme il suit : 50 milliards le 20 juillet pour des maturités de 3 ans et 5 ans ; 20 milliards le 17 août sur 3 ans ; et 20 milliards le 31 août sur 5 ans. En septembre, le Trésor public intervient seulement une fois, à savoir le 14 pour des Obligations de 20 milliards sur une période de 3 ans.

Sur l'ensemble de l'Union, ce sont les Trésors publics du Niger, du Bénin et du Burkina Faso qui arrivent en tête avec des prévisions respectives de 215 milliards (dont des OAT de 127,5 milliards), 200 milliards (dont des BAT de 102 milliards) et de 175 milliards (dont des OAT de 100 milliards). La Côte d'Ivoire prévoit de lever uniquement des BAT de 95 milliards, le Mali 90 milliards (dont des BAT de 50 milliards) et la petite Guinée-Bissau des Bons de 5 milliards et des Obligations de 6 milliards.

Sur le marché interbancaire de l'UMOA, d'une semaine à l'autre

Prêts en hausse et emprunts en baisse la seconde semaine d'août au Togo

Les établissements de crédit du Togo ont enregistré, au cours de la période du 07 au 13 août 2018, des prêts à hauteur de 19,300 milliards, contre 16,500 milliards la semaine précédente, et des emprunts à 36,800 milliards, contre 44,500 milliards une semaine plus tôt. Ceci participe des activités interbancaires de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) qui enregistrent, au cours de la même période, des prêts et des emprunts en équilibre à 164,400 milliards, d'après le Service du marché monétaire de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Boeao).

Les prêts au Togo sont, entre autres, à six mois pour 3,000 milliards. Et les emprunts à une semaine pour 32,500 milliards. A cette échéance, le taux moyen pondéré, les taux minimum et maximum se sont situés respectivement et de manière identique à 5,00%.

En termes de prêts, les établissements de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso enregistrent 43,750 milliards et 37,500 milliards respectivement, dont 28,000 milliards à une semaine pour le Burkina. Aux taux respectifs de 4,53%, 5,55% et 6,00%. Ils sont suivis du Niger avec 24,700 milliards, du Sénégal avec 23,150 milliards, dont 4,500 milliards à un jour. Aux taux de 5,06%, 3,15% et 6,00%. Le Bénin et le Mali font respectivement 12,000 milliards et 4,000 milliards. La Guinée-Bissau n'enregistre que des emprunts.

En termes d'emprunts, les établissements du Sénégal font 60,250 milliards. Le Mali et la Côte d'Ivoire font 33,300 milliards et 13,350 milliards, dont 2,500 milliards à deux semaines pour la Côte d'Ivoire. Aux taux de 4,17%, 2,25% et 6,15%. Le Bénin et le Burkina Faso enregistrent 8,000 milliards et 7,000 milliards respectivement. Le Niger fait 3,700 milliards, dont 1,700 milliard à l'échéance d'un mois. Aux taux respectifs de 5,90%, 5,50% et 6,50%. La Guinée-Bissau enregistre 2,000 milliards.

D'après la Banque centrale, le marché interbancaire de l'UEMOA a enregistré une hausse du volume des transactions au cours du mois de juin 2018. En effet, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires, toutes maturités confondues, s'est établi à 193,3 milliards en juin 2018 contre 177,6 milliards en mai 2018 soit une hausse de 8,8%. Le taux moyen pondéré de ces opérations est ressorti à 4,84%, contre une réalisation de 5,38% un mois plus tôt. Sur le marché à une semaine, le volume moyen des opérations a diminué de 14,3% pour s'établir à 99,3 milliards. Le taux d'intérêt moyen à une semaine est ressorti à 4,62%, contre une réalisation de 5,37% le mois précédent.

A Ecobank Transnational Incorporated, après Laurence do Rego

Josephine Anan-Ankomah portée à la Direction executive, Banque commerciale

Ecobank Transnational Incorporated la maison mère du Groupe Ecobank annonce la nomination de Josephine Anan-Ankomah au poste de Directrice Exécutive Groupe, Banque commerciale, avec effet immédiat. Cette nomination qui intervient suite à un recrutement interne établit Joséphine Anan-Ankomah membre du Comité Exécutif du groupe. A ce titre, elle rendra directement compte au Directeur général du Groupe, précise le Groupe. Le poste de Directrice Exécutive, Banque commerciale est devenu vacant à la suite de la nomination de Laurence do Rego au poste de Conseillère principale au cabinet du Directeur général du Groupe.

Avant cette nomination, Josephine Anan-Ankomah était Directrice générale d'Ecobank Gambie. Joséphine Anan-Ankomah est un banquier complet avec plus de 25 ans d'expérience au sein d'Ecobank dont elle avait rejoint la filiale du Ghana en 1992 en tant que Trésorier. Elle a occupé divers autres postes de responsabilité au sein de la banque, tels que Trésorier régional, Directeur des opérations à l'échelle régionale, responsable de la stratégie d'entreprise et du Business Development (Ecobank Ghana) et Directrice adjointe de la Banque d'Investissement (Ecobank Ghana). Elle est titulaire d'un MBA en finance de l'Université du Ghana et d'une licence en économie et sociologie de la même université. Elle est également membre de l'Association des experts comptables agrées du Ghana.

Sur l'initiative du Ghana Revenue Authority

Les douanes togolaises et ghanéennes tendent vers l'interconnexion de leurs systèmes informatiques

Les administrations douanières togolaises et ghanéennes se préparent à interconnecter leurs systèmes informatiques par le biais du projet «First Port Duty». Le projet, initié par le Ghana Revenue Authority, a été approuvé par les autorités douanières togolaises lors d'une rencontre entre les deux administrations qui s'est tenue le 16 août dernier au siège de l'OTR (Office Togolais des Recettes), rapporte le portail officiel du gouvernement.

Précisément, il vise essentiellement à renforcer les contrôles et à fluidifier les échanges d'informations entre les douanes togolaises et ghanéennes. Outre l'interconnexion, précisent des sources douanières, le second volet de ce projet devra impliquer des agents de chaque administration auprès de l'autre.

Par ailleurs, l'installation d'un comité conjoint est attendu afin d'accélérer l'opérationnalisation de ce projet qui permettra de sécuriser les opérations douanières. Ce nouveau chapitre dans le renforcement de la coopération douanière marque une avancée dans la lutte contre la fraude fiscale, notamment au niveau des douanes des deux pays, pointe *Republiquetogolaise.Com*.

Interconnexion Nigeria-Niger-Bénin/Togo-Burkina Faso

La BAD et la FAD vont débloquer 24 milliards pour la construction d'une ligne

Le gouvernement nigérien a voté des projets d'ordonnance autorisant la ratification de deux accords de financement, en prêt et don d'un montant de 24 milliards FCFA au total. Ce, pour le financement de la réalisation du projet de construction d'une ligne d'interconnexion en 330 kV et 33 kV entre le Nigeria, le Niger, le Bénin/Togo et le Burkina-Faso. Plus précisément, il s'agit d'un prêt de 18 milliards de la Banque africaine de développement (BAD) pour le financement partiel dudit projet, et d'un don d'un montant maximum équivalent à 5,9 milliards, du Fonds africain de développement (FAD), apprend-on de source officielle. Ces accords de financement ont été signés le 25 juin 2018 à Niamey, entre la République du Niger et ces différentes institutions financières, précise la même source.

Au-delà de la ligne d'interconnexion qui sera financée, il est également prévu des activités connexes à la construction des infrastructures de transport d'électricité. A savoir l'électrification des localités situées dans un rayon de 5 km de part et d'autre de la ligne et le renforcement des capacités du secrétariat général du Système d'échange d'énergie électrique Ouest-africain. Selon le communiqué du gouvernement sanctionnant le Conseil des ministres du 13 août dernier, le projet sera mis en œuvre à travers les composantes que sont les infrastructures de transport, l'électrification rurale, l'appui institutionnel et la gestion du projet, la mitigation des impacts.

Au Sénégal

Satisfecit dans la filière mangues

Depuis le début de l'actuelle campagne de commercialisation, 14 000 tonnes (t) de mangues ont été exportées vers l'Union européenne (UE) sur un total de 16 000 t. «*C'est un volume jamais égalé lors des campagnes passées sur le marché de l'Uemoa*», a souligné Abdoulaye Ndiaye, chef de la division législation phytosanitaire à la Direction de la protection des végétaux (DPV), cité par le portail *Commodafrica* en marge de la réunion d'évaluation à mi-parcours de cette campagne.

Suite aux mises en demeure, les années précédentes, de la communauté européenne pour la mangue sénégalaise et pour celle d'autres pays de la sous-région africaine, un plan d'action a été mis en œuvre avec, visiblement, des résultats positifs : jusqu'ici, 46 tonnes sur les 14 000 tonnes exportées vers l'UE ont été mises en quarantaine pour non-conformité et globalement, seulement 7 notifications ont été signalées contre une vingtaine durant l'année dernière, rappelle le portail. Mais l'effort ne doit pas être relâché, le responsable appelle au renforcement des capacités d'inspection et de contrôle des cargaisons afin de lutter efficacement contre la mouche des fruits.

Le Sénégal a écoulé en 2017 plus de 17 000 tonnes de mangues, représentant environ 10 milliards de francs Cfa. Le pays représente le troisième exportateur du fruit d'Afrique de l'Ouest derrière la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Au Ghana, suivant les chiffres officiels

Le taux d'inflation en légère baisse, à 9,6% à fin juillet

Selon le Ghana statistical service (GSS), le taux d'inflation dans le pays est passé de 10% en juin à 9,6% à fin juillet 2018. Un repli de 0,4% attribué à une baisse générale des prix des articles de la composante non alimentaire du panier d'inflation, rapporte l'agence Ecofin. Par contre, les produits alimentaires ont connu une légère inflation, passant de 7,3% en juin à 7,4% en juillet. Cette augmentation n'a toutefois pas eu d'effet sur la baisse du niveau général de l'inflation dans le pays.

Il est noté que l'inflation observée dans la composante non alimentaire a été essentiellement tirée par les vêtements et les chaussures (+15,4%), le transport (+15%), les loisirs et culture (+13,4%), le mobilier et équipement ménager (+12,5%). Pour ce qui est des produits alimentaires, l'inflation a été tirée principalement par le café, le thé et le cacao (+11,3%), les fruits (+9,7%), la viande et produits carnés (+8,6%), l'eau minérale, boissons gazeuses (+8,4%), les légumes (+8,4%).

Faiblesse du système éducatif

A qui la faute ?

Etonam Sossou

Contrairement aux années 50-90, aujourd'hui, presque chaque village ou quartier a une école (privée ou publique). Mais comment enseignait-on à l'école ? Quelle était le comportement des élèves, des parents, des enseignants et quelle était la qualité de l'enseignement ? Nous avons croisé des anciens élèves qui nous partagent leurs souvenirs.

Les personnes avec qui nous nous sommes entretenus étaient à l'école primaire entre 1950 et 1990. Chacune d'elles se rappelle qu'à l'époque, la chicotte était un élément clé dans la conduite de la classe. Les parents laissaient la liberté au maître de faire ce qu'il voulait de leurs enfants. Les enseignants prenaient cette marque de confiance avec une grande responsabilité pour ne viser que la réussite des enfants.

« Il arrivait même que les enfants des parents qui s'hasardaient à faire des cadeaux au maître soient les cibles privilégiées pour aller au tableau. Dans les cahiers, les appréciations étaient très sévères avec des mal, médiocre, nul. Cela, contrairement à ce que nous pensons, amenait les élèves à une prise de conscience de leurs faiblesses pour s'améliorer. Les coups de chicotte étaient le quotidien de tous les élèves, y compris les enfants des enseignants et des autres fonctionnaires », se souvient Amegan Antoine.

Pour Florine Amétsi, aujourd'hui admise à la retraite, « *les punitions et autres brimades étaient supportées sans que personne ne s'y oppose. À l'époque, les écoles étaient rares donc distantes les unes des autres. Les élèves parcouraient souvent 5 à 10 km pour se rendre à l'école à pied, sans une pièce d'argent en poche ni un plat à manger à midi. Pieds nus, ils étaient préoccupés d'arriver à l'heure pour éviter les coups. À midi, le repas était constitué soit de pain, soit du gari emporté qu'on se partageait* ».

Les tenues se limitaient à des haillons composés de deux ou trois culottes avec une chemise pour toute l'année. Les corvées comme le fagot, les semis, le sarclage, les constructions de poulaillers étaient réservées aux garçons. Quant aux filles, elles faisaient la lessive, pilaient le foufou, puisaient l'eau pour la femme du maître, avec joie. Toute occasion d'aller au domicile du maître était une joie pour l'élève. Pour le parent et l'élève, le maître était un dieu et il fallait le respecter. Au village, pour les élèves, le passage du maître dans le quartier suscitait le sauve-qui-peut, de peur d'être bastonné le lendemain. En classe, le silence s'imposait et on pouvait entendre les mouches voler. Pendant les corrections de devoirs, on entendait des cris et des pleurs, à cause des coups reçus suite à des fautes relevées. Les activités manuelles étaient mises en valeur : jardinage, agriculture, couture etc. pour préparer tout le monde à la vie. En un mot, à l'époque, le pouvoir était entre les mains du maître et les élèves et leurs parents acceptaient cela volontiers. C'est dans ce système éducatif jugé traditionnel et archaïque que beaucoup de cadres du Togo ont été formés. Tout cela dans des conditions d'études où il n'y avait ni électricité, ni connexion internet, ni table d'études, ni répétiteur. «*Il n'y avait que les lampes-tempête et les nattes comme tables. Le fagot de bois était même allumé pour servir de lumière. Pour les recherches et autres exercices de maison, il fallait faire recours aux aînés. Les fêtes de fin d'année étaient des moments de joie pour toute la communauté éducative. C'était l'occasion de récompenser les plus méritants et de partager les retombées des activités manuelles à tout le monde. Les résultats étaient publiés par classe, en présence des parents* », raconte Saïd Alidou.

Mais que constatons-nous de nos jours ?

Des élèves indisciplinés qui n'aiment pas l'effort et la pression, des enseignants préoccupés par d'autres objectifs que l'avenir de leurs élèves, des parents se disant évolués qui refusent qu'on touche au moindre cheveu de leurs enfants. On se demande alors pourquoi cela. Est-ce le modèle occidental avec ses notions de droit de l'Homme qui nous influence ? Est-ce le système éducatif lui-même qui est en faillite ? Est-ce la qualité des enseignants qui n'est plus la même ? Est-ce les mentalités des parents qui ont changé ?

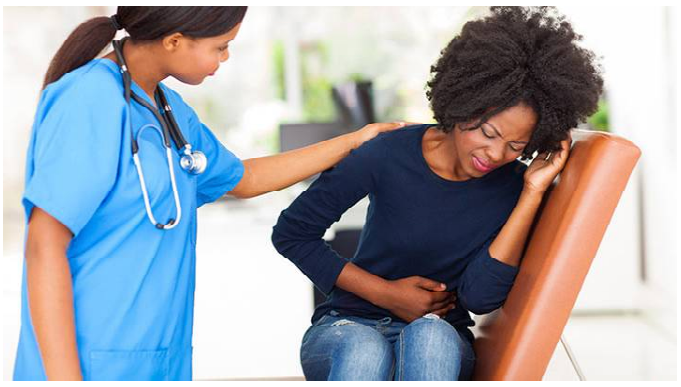
Autant de questions auxquelles les nostalgiques des années 1950 comme Saïd Alidou n'arrivent pas à répondre. « *Nous n'accusons personne mais nous invitons tout le monde à apporter sa part dans la recherche de solutions. C'est une responsabilité collective : décideurs politiques, enseignants, parents, élèves. Il faut urgemment s'accorder sur une formule qui apporte plus de rigueur et de cohérence dans les pratiques éducatives. Sinon au rythme actuel, nous craignons l'avènement d'une société sans valeurs intrinsèques et cela est dangereux pour une nation qui aspire au développement durable* », préconise Saïd Alidou.

Paludisme, santé de la femme, Vih

L'Afrique en parle à Dakar du 27 au 31 Août

Des experts venus de 47 pays africains dont le Togo, sont en conclave à Dakar pour prendre des décisions majeures destinées à améliorer la situation sanitaire. Les défis à relever concernent, principalement, la santé de la femme, l'accès aux médicaments et aux vaccins, la prévention, les soins et le traitement du VIH/sida, de l'hépatite virale, de la tuberculose et du paludisme, la lutte contre le choléra, la lutte anti-tabac, les risques environnementaux et du changement climatique sur la santé.

Cette rencontre de Dakar, devrait donc être un moment fort, voire même une opportunité essentielle d'interpeller les décideurs de la santé du continent sur des enjeux majeurs et des changements essentiels qu'il faut apporter à notre système, base de tout développement. Ce thème devrait être élargi aux préoccupations telles que la lutte contre la malnutrition. Car ces décideurs doivent comprendre que la malnutrition à elle seule tue plus que le paludisme, le SIDA et la tuberculose réunis. Selon les chiffres de l'Oms, la région africaine a enregistré 3,1 millions de décès liés aux maladies non transmissibles, un chiffre en hausse de 29,2 % par rapport aux 2,4 millions de décès dus aux maladies non transmissibles1 notifiés en 2005. Les maladies cardiovasculaires, le cancer, le diabète et les affections respiratoires chroniques constituent selon l'Oms les principales causes de morbidité et de mortalité dans le monde. Des chiffres qui font froid au dos et qui ont amené les acteurs de la santé à l'insérer au cœur de la 68e session du Comité régional de l'Oms pour l'Afrique qui procédera ainsi à une évaluation des progrès accomplis dans la concrétisation des engagements assortis d'échéances en matière de lutte contre les maladies non transmissibles. "*Elle identifiera les enjeux et défis et proposera des mesures prioritaires que doivent prendre les États Membres et les partenaires. Cette évaluation s'inscrit dans la perspective de la troisième Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les maladies non transmissibles, qui se tiendra en septembre 2018* ", rappelle le communiqué.



La lutte contre le trafic des médicaments placebos, toxiques, inutiles et nuisibles, fera aussi partie des discussions. Il s'agira d'interpeller non seulement sur la nécessité de trouver des solutions locales à nos problèmes de santé locaux, surtout que des solutions existent, mais aussi Interpeller les uns et les autres sur le caractère extrêmement important et symbolique de cet important rendez-vous.

Selon l'Oms, la rencontre devrait permettre de rappeler que le 31 Août est déclarée Journée Africaine de la Médecine Traditionnelle. "*Il serait vraiment un gros dommage de ne pas introduire un aspect extrêmement important qui doit faire l'objet numéro un de cette rencontre, à savoir: introduction judicieuse de la médecine traditionnelle dans nos systèmes de santé*", renchérit la note.

Ceci parait évident puisque l'OMS reconnait que 80% de la population africaine au sud du Sahara s'adresse aux guérisseurs pour leur santé mais aussi pour leur éducation sur la santé. La non implication de ce thème serait préoccupante pour l'avenir sanitaire de nos pays. C'est pourquoi lors de ce conclave, il serait opportun d'Informer les décideurs de l'existence de solutions réelles, efficaces, disponibles, atoxiques pour le VIH/SIDA, la maladie à virus Ebola, le combat de la malnutrition et autres, sans lesquelles aucun développement n'est possible pour nos pays, notamment si la santé, base de tout développement se trouve toujours dans des mains et systèmes exogènes.

L'Afrique a beaucoup à donner à l'occident et qu'en même temps les solutions endogènes existent…

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°501 DE LOTO KADOO DU 27 Juillet 2018

La LONATO a procédé vendredi au **502è** tirage de **LOTO KADOO.**

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, c'est à LOME et à TABLIGBO que des gagnants de gros lots ont été dénombrés.

Ainsi, **à capitale,** nous avons recensé un lot de1.000.000F CFA, un lot de 2.000.000F CFA, un super gros lot de 4.000.000F CFA et un maxi gros lot de 7.000.000F CFA gagnés auprès des opérateurs 60146, 5725, 50143, 50029.

A **TABLIGBO**, la chance a souri à un parieur qui a remporté la somme **de 2.000.000F CFA**, sur le point de vente 8034.

Dans les autres villes du pays ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

Après le grand tirage **du 27 juillet 2018** des gros lots restent encore à gagner au grattage et au tirage avec les tickets de la TCE 2018. Au grattage, Vous pouvez gagner jusqu'à **500.000F CFA** .

Au tirage, **un gros lot de 2.000.000F CFA** est encore à enlever.

Au tirage des lots intermédiaires, plus de **640 lots allant de 5.000F CFA à 100.000F CFA** vous attandent. Alors n'hésitez pas! Tentez votre chance en achetant à 200F CFA vos tickets de la TCE 2018 dans les points de vente habituels (agances, postes de jeux sur ordinateurs et auprès des vendeurs ambulants.

Avec la LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !

BONNE CHANCE A TOUS !

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°505 de LOTO KADOO du 24 Août 2018

Numéro de base: 39 70 27 28 72

Numéros bonus: 75 84

LOTO Sam

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°057 DE LOTO Sam du 28 Juillet 2018

Le tirage N°058 du LOTO Sam a eu lieu samedi.

Lors du précédent tirage de LOTO Sam, c'est à **LOME** que des gagnants de gros lots ont dénombrés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont été enregistrés.

Ainsi, à **LOME**, nous avons recensé un gagnant **d'un lot de 1.000.000F CFA**. Le parieura tenté sa chance auprès de **l'opérateur 60722**.

Samedi précédent, de nombreux gagnants de lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots de montant inférieur à **1.000.000F CFA** ont été enregistrés dans toutes les villes du pays.

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Résultats du tirage N°061 de LOTO SAM du 25 Août 2018

Numéro de base: 28 82 09 37 17

Numéro bonus: 55

*104#

METTEZ-VOUS À L'AISE AVEC LE NOUVEAU FORFAIT DÉCOUVERTE

T-DATA

50 F

10 Mo

1 JOUR

POUR DÉBUTER SUR INTERNET À PETIT PRIX !

EN TOUTE TRANQUILITÉ

LE MEILLEUR RÉSEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !

TOGOCEL

RESTEZ CONNECTÉS AVEC LES NOUVEAUX FORFAITS DATA

TOGOCEL

*104#

T-DATA

	NOUVEAU								
Prix TTC	50 F	200 F	350 F	600 F	1 500 F	5 000 F	10 000 F	15 000 F	30 000 F
	10 Mo	50 Mo	100 Mo	250 Mo	600 Mo	1,7 Go	3,5 Go	5,5 Go	11 Go
	01 JOUR	01 JOUR	01 JOUR	03 JOURS	07 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	30 JOURS	90 JOURS

EN TOUTE TRANQUILITÉ

LE MEILLEUR RÉSEAU DATA ET LES APPELS LES MOINS CHERS AU TOGO !

TOGOCEL